



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

D'un décret à l'autre : la mémoire de la Guerre Civile espagnole au travers du *Valle de Los Caídos*

Anthony Sfez

ATER à l'Université Paris 2 Panthéon Assas,
École doctorale Georges Vedel (ED7), France
sfezanthony@gmail.com

Reçu le 29-05-2020 / Évalué le 11-06-2020 / Accepté le 12-10-2020

Résumé

La mémoire d'un événement historique, lorsqu'elle est largement partagée, contribue à la construction d'une identité collective. Mais la mémoire de l'Histoire, celle que l'on choisit de conserver, évolue parfois et non pas sans soulever des controverses de grande ampleur. L'État joue un rôle dans l'élaboration de la mémoire de l'Histoire. C'est ce que se propose de montrer cet article avec l'exemple de la mémoire de la Guerre Civile à travers la construction d'un monument emblématique du franquisme : le *Valle de Los Caídos*. D'un décret - celui qui ordonne la construction du Valle afin de rendre hommage aux victimes d'un seul camp - à l'autre - celui qui cherche à transformer le Valle en un lieu d'hommage non plus aux seules victimes d'un seul camp mais à l'ensemble des victimes - ce sont 80 années d'une mémoire évolutive et controversée de la Guerre Civile qui se sont écoulées.

Mots-clés : *Valle de Los Caídos*, franquisme, Guerre Civile espagnole, mémoire historique

De la un decret la altul: amintirea Războiului Civil Spaniol prin *Valle de Los Caídos*

Rezumat

Memoria unui eveniment istoric, atunci când este împărtășită pe scară largă, contribuie la construirea unei identități colective. Dar amintirea istoriei, cea pe care alegem să o păstrăm, uneori evoluează și nu fără a genera controverse majore. Statul joacă un rol în dezvoltarea memoriei istoriei. Din aceasta perspectivă, articol de față își propune să exploreze memoria Războiului Civil Spaniol prin exemplul construirii unui monument emblematic al franchismului: *Valle de Los Caídos*. De la un decret - cel care ordonă construirea *Valle* în scopul de a aduce un omagiu victimelor unei singure tabere - la altul - cel care încearcă să transforme *Valle* într-un loc de omagiu nu numai pentru victimele unei singure tabere, ci pentru toate victimele - s-au scurs 80 de ani de memorie evolutivă și controversată a Războiului Civil.

Cuvinte-cheie: *Valle de Los Caídos*, franchism, Războiul Civil Spaniol, memorie istorică

From a decree to the other: the Spanish Civil war memory through the *Valle de Los Caídos*

Abstract

The memory of a historical event, whenever widely shared, helps building a collective identity. But the memory we choose to keep of History can sometimes evolve and is not free from major controversies. The State plays a role in shaping the way we remember history. Taking up this insight, this article proposes to explore the Spanish Civil war memory through the example of the construction of a monument that symbolizes Franquist Spain: the *Valle de Los Caídos*. From a decree - ordering the construction of the *Valle* to honour the memory of the victims of one side - to the other - seeking to turn the *Valle* into a place of remembrance to all victims, no longer only for the victims of one camp - 80 years of Civil War memory have passed.

Keywords: *Valle de Los Caídos*, Francoism, Spanish Civil war, historical memory

1. La construction du *Valle de Los Caídos* comme symbole d'une mémoire monopolisée par les franquistes

1.1. Un « temple grandiose à nos morts »

Un an, jour pour jour, après la fin de la Guerre Civile, le général Francisco Franco ordonnait la construction d'un ouvrage monumental : le *Valle de Los Caídos*. C'est que, pour le dictateur, le nouveau régime ne pouvait guère se contenter, pour rendre hommage aux hommes tombés durant la « Glorieuse croisade », d'ériger de « *simples monuments par lesquels les villages et les villes ont l'habitude de commémorer les faits importants de notre histoire et les épisodes glorieux de ses enfants* » (BOE, 2 avril 1940 : 2240). Il était indispensable pour orienter le devenir de l'Espagne et des générations futures de célébrer les « *sacrifices héroïques* » qu'avaient consentis de faire les soldats du camp de « Dieu et de l'Espagne », et ce par la construction d'un « *temple grandiose à nos morts* » qui défierait « *le temps et l'oubli* » (BOE, 2 avril 1940 : 2240). L'édification du *Valle* s'inscrit ainsi dans un contexte d'élaboration par le régime franquiste d'un récit mémoriel unilatéraliste sur les « héros » et les « martyrs » de la guerre de 1936-1939. La mémoire de la confrontation de 1936-1939 que voulait implanter les autorités officielles était non pas celle d'une « guerre civile » - c'est-à-dire d'une lutte fratricide et dramatique - mais d'une véritable « épopée » menée par « l'Espagne éternelle » contre « l'anti-Espagne » à la botte des soviétiques, des juifs, des francs-maçons et des séparatistes (Aguilar, 2008 : 149). Le *Valle* devait être le lieu par excellence de cette politique mémorielle construite par le régime en même temps qu'il devait symboliser la prétendue continuité existante entre le nouveau régime et la période

historique considérée par les franquistes comme étant la plus glorieuse de l'histoire de l'Espagne : l'époque des Rois Catholiques. D'où la volonté de Franco de construire le *Valle* près de l'*Escorial* dont la construction avait été ordonnée par Philippe II.

Le *Valle* a finalement, alors que les travaux devaient durer un an, été inauguré le 1^{er} avril 1959, soit vingt ans après que sa construction ait été annoncée. Et le moins que l'on puisse dire c'est que le *Valle*, à la construction duquel participèrent plusieurs milliers de prisonniers de guerre républicains dans le cadre d'un programme de « rédemption » par le travail, était à la hauteur des ambitions du *Caudillo*. Symbolisant l'idéologie du régime - qui mêle le traditionalisme catholique à un nationalisme plus classique -, l'architecture du *Valle* repose sur deux éléments qui en font un ouvrage assez unique au monde. C'est, d'abord, son immense basilique, suivie d'une crypte, qui le singularise. En plus d'être l'une des plus grandes basiliques jamais édifiée par l'homme, elle a pour originalité d'avoir été « encastree » sous la colline de la *Sierra Guadarrama*, ce qui a supposé de déplacer des tonnes de granite. C'est, ensuite, par son immense croix, culminant à 150 mètres de hauteur pour 50 mètres de largeur - ce qui en fait de loin la croix la plus large et la plus haute du monde - que le *Valle* se singularise.

Un mois après son inauguration, la dépouille de José Antonio Primo de Rivera, le fondateur de la Phalange espagnole fusillé par les « rouges », est exhumée puis transférée en grande pompe dans un emplacement de choix : la basilique du *Valle*. Suivront des dizaines de milliers de corps de combattants - et parfois aussi de civils - provenant de fosses de toute l'Espagne. On estime qu'au total se sont environ 33 000 victimes qui ont été transférées dans la crypte du *Valle* (EL PAIS, 02-09-08 p. 11).

1.2. Un lieu de rédemption pour les « pécheurs »

Contrairement à ce qui était très clairement la volonté initiale du dictateur et du régime telle qu'elle ressort de premiers décrets publiés dans les années 40, ce ne sont pas uniquement, au grand dam des phalangistes les plus radicaux, des dépouilles des soldats qui tombèrent pour « Dieu et pour l'Espagne » qui y furent transférées. En effet, de nouvelles dispositions réglementaires sont, peu avant l'inauguration du *Valle*, prises à la fin des années 50 en vertu desquelles pouvaient finalement reposer dans le *Valle* « tous ceux qui tombèrent lors de notre Croisade sans distinction du camp où ils combattirent (...) à condition qu'ils aient été de nationalité espagnole et de religion chrétienne » (ABC 30-05-58). La sensible évolution que connaît la société espagnole et le régime franquiste à partir de la fin

des années 1950 explique sans doute ce revirement. Franco le dira clairement : « Le monument n'a pas été fait pour continuer de diviser les Espagnols en deux camps irréconciliables. Il a été fait, et tel a toujours été mon intention, en souvenir d'une victoire sur le communisme qui tenta de dominer l'Espagne » (Franco Salgado-Araujo, 1976 : 215).

Mais il ne faut pas s'y tromper. L'époque n'était certes plus à la revanche mais ce n'était pas, non plus, l'époque de l'ouverture à une nouvelle mémoire de la Guerre Civile. Aucun récit alternatif de la Guerre Civile que celui du camp franquiste n'était admis. Mais le camp dont la mémoire s'imposait accepta d'intégrer un nouvel élément dans son propre récit : il se présentait comme étant capable de mansuétude à l'égard de ceux qui avaient été dans « l'erreur ». Comme on peut le lire dans les dispositions réglementaires précitées, si tout bon chrétien se doit d'honorer la mémoire de ses héros, il se doit aussi de savoir « pardonner » à ceux qui ont « péché ». Si à partir de là, le *Valle* peut donc être considéré comme un lieu de réconciliation, il s'agissait d'une réconciliation qui ne pouvait se faire qu'autour des valeurs du régime en place.

Si c'était aux morts *pour* la République que l'on ouvrait les portes du *Valle*, c'était aussi clairement un message à destination des vivants : ceux qui étaient auparavant considérés comme d'impardonnables traîtres à la solde de « l'anti-Espagne » pouvaient obtenir le pardon du régime, mais à la double condition qu'ils reconnaissent qu'ils avaient gravement fauté et qu'ils prêtent une allégeance inconditionnelle au régime. Jusqu'à la fin du régime, le *Valle* restera un haut lieu de rencontre des autorités franquistes qui, tous les ans, y célébraient, à grand coup de symbolique nationaliste, la mémoire de José Antonio Primo de Rivera. Suite à la mort du dictateur, le *Valle* cessera d'être un lieu de mémoire officiel sans que ne soit pour autant immédiatement entrepris de travail tendant à en changer la signification.

2. Le *Valle* « jeté dans l'oubli »

2.1. Le pacte de l'oubli comme condition de la Transition

L'une des singularités bien connue de la transition du franquisme à la démocratie est que celle-ci s'est faite sans rupture formelle avec le régime antérieur. Les valeurs que portent la Constitution de 1978 sont, bien entendu, aux antipodes de celles véhiculées par le régime franquiste. Il ne fait aucun doute que l'Espagne a, avec beaucoup de retard, intégré la grande famille des démocraties occidentales. Mais il n'y pas eu, contrairement à ce qu'il s'est produit en Allemagne, en Italie ou encore, plus récemment, en Argentine, ni de procès ni d'épuration des cadres du régime antérieur. L'adoption à la quasi-unanimité d'une loi d'amnistie prise durant

la transition en 1977 illustre cette politique : elle a permis la libération des prisonniers politiques du franquisme en même temps qu'elle a interdit toute enquête sur les crimes du régime et de la Guerre Civile (Gil Gil, 2018).

Ce choix de l'oubli s'explique en partie par la pression des élites franquistes durant la transition, notamment de l'armée, mais, aussi et surtout, par l'incapacité des acteurs politiques et sociaux à construire un récit de la Guerre Civile et du franquisme qui fasse consensus dans la société espagnole encore très divisée. La Guerre Civile n'est donc pas tombée dans l'oubli. On l'a, faute de pouvoir en construire une mémoire commune, volontairement « jetée dans l'oubli » (Rozenberg, 2014 : 60). Ce phénomène de « mutisme officiel » ne pouvait pas ne pas avoir d'implications sur la politique mémorielle de l'Etat espagnol. Les nouvelles autorités démocratiques se sont, en effet, en général, contentées de faire le strict minimum : elles ont débarrassé l'espace public des signes clairement insultants à l'égard des vaincus de la Guerre Civile, elles ont procédé à la reconnaissance de droits économiques et sociaux d'anciens combattants du camp républicain et elles ont restitué leur patrimoine aux partis et aux syndicats qui avaient été interdits (Jiménez Villarejo, 2008 : 184).

Cette gestion mémorielle aura naturellement des implications sur le *Valle*. A la mort de Franco en 1975, la symbologie nationaliste qui s'y rattache ne posait pas de problème aux autorités en place. Bien au contraire, elles prirent la décision, sans que cela ne souleva la moindre indignation ou opposition, d'enterrer le dictateur dans le *Valle*, plus précisément dans sa basilique aux côtés de José Antonio Primo de Rivera. Et ce sont les socialistes espagnols, c'est dire à quel point le *Valle* ne faisait alors guère débat, qui, sous le gouvernement de Felipe González, procédèrent, en 1983, au tout dernier transfert de dépouilles de victimes de la guerre civile dans la crypte du *Valle* (Olmeda, 2009 : 372). Hormis la présence annuelle d'une poignée de nostalgiques du régime qui se réunissaient pour rendre hommage à la mémoire du dictateur et à celle de Primo de Rivera, le lieu perd donc sa dimension politique pour devenir essentiellement un lieu fortement prisé des touristes. Ce mutisme politique s'accompagnait d'une sorte d'abstention universitaire. Hormis un ouvrage de Daniel Sueiro publié en 1977 (*El Valle de Los Caídos. Los secretos de la cripta franquista*), presque aucune étude n'avait été consacrée au *Valle* jusque dans les années 2000 où une nouvelle génération émergea.

2.2. La mémoire retrouvée mais bousculée

C'est à la fin des années 1990 qu'une nouvelle mémoire de la Guerre Civile surgit. Dans les années 2000, un grand mouvement social en faveur de la récupération de la « mémoire historique » des morts pour la République voit le jour. Les initiatives

viennent essentiellement de collectifs citoyens, notamment de *l'Association pour la récupération de la mémoire historique* (Ruiz Torres, 2007 : 7). Certaines communautés autonomes, comme celle de Catalogne, se saisissent rapidement du mouvement et légifèrent dans le sens d'une meilleure « dignification » de la mémoire des victimes appartenant au camp républicain. L'État espagnol mettra plus de temps, mais les socialistes finiront par adopter la célèbre loi pour la Mémoire historique en 2007 (Soler Paricio, 2018). L'une des grandes questions dont se saisissent les associations à l'origine de ce mouvement est celle du sort des « disparus » de la Guerre Civile et du franquisme. Pour les retrouver et les identifier, elles procèdent, dans un premier temps sans le soutien des autorités puis, à partir de la loi de 2007, avec un soutien de celles-ci mais qui demeure très modeste, à une série d'exhumations dans des fosses communes disséminées dans le pays. L'absence de soutien institutionnel se double d'une couverture médiatique quasi-nulle. Le cas d'Emilio Silva, dont le grand-père a été exécuté et enterré dans une fosse commune en 1936, change la donne. Son cas est en première page des médias espagnols. La polémique sur le choix de certains d'ouvrir les fosses communes de la Guerre Civile était lancée.

Le *Valle* ne pouvait évidemment pas échapper à cette polémique politico-médiatique sur les fosses de la Guerre Civile dans la mesure où reposent, dans sa crypte, des milliers de corps provenant de fosses des quatre coins de l'Espagne. On ignore l'identité de beaucoup de ces corps. C'est surtout vrai pour les victimes républicaines dont beaucoup ont été transférées dans le *Valle* sans que leurs familles n'aient été consultées. Dans ces conditions, on comprend pourquoi le livre de l'historienne catalane Queralt Solé a créé un grand émoi en Catalogne. Dans son ouvrage *Els morts clandestins. Les fosses communes de la guerra civil a Catalunya 1936-1939*, l'historienne apprend à des familles catalanes de culture profondément antifranquiste que des proches disparus pendant la guerre reposent vraisemblablement dans le *Valle*, aux côtés du dictateur. Ces familles catalanes ne sont pas les seules à se trouver dans cette situation jugée délicate. Au début des années 2000, Fausto Canales, un ingénieur à la retraite issu d'une famille de républicains, découvre, lui aussi, que son père et son oncle, tous les deux morts pendant la guerre, le premier fusillé et l'autre en combattant sur le front, ont probablement été transférés dans la crypte du *Valle*. Or, pour Fausto, loin d'incarner un lieu de réconciliation, le *Valle* est absolument « *vade retro* » (Ferrandiz, 2011 : 483). Il était donc hors de question que son père et son oncle reposent un instant de plus dans un temple érigé à la gloire de leurs bourreaux. Si elle ne lui a pas permis d'obtenir gain de cause devant la justice espagnole, l'initiative de Fausto Canales aura contribué décisivement à remettre le *Valle* sur le devant des scènes politique et médiatique espagnoles.

3. La polémique autour du *Valle* comme symbole d'une mémoire controversée

3.1. Que faire du *Valle* ?

L'ouverture des fosses est avant tout l'expression de la soif de vérité de familles de républicains - lesquelles sont objectivement les plus touchées par le phénomène des « disparus » de la Guerre Civile - qui cherchent simplement à savoir ce que sont devenus leurs proches. Mais il ne faut pas non plus nier la composante idéologique de ce retour en force de la Guerre Civile dans le débat public espagnol. C'est aussi, en s'appuyant sur les travaux controversés de l'historien britannique Paul Preston, une nouvelle mémoire de la Guerre Civile présentée comme une lutte entre le « camp de la liberté » et celui des « génocidaires » soutenus « par les fascistes et les nazis » que certains voudraient aujourd'hui voir advenir (Preston, 2016).

Il est vrai que dans la Loi pour la Mémoire historique de 2007, les socialistes ont fait preuve d'une grande prudence : ils se sont, à ce stade, contents, d'une part, d'indiquer à la fondation gestionnaire du *Valle* qu'elle devait veiller à faire en sorte qu'il soit un lieu de mémoire pour *toutes les victimes* et, d'autre part, d'interdire dans l'enceinte du *Valle* les manifestations d'exaltation du franquisme ou de la Guerre Civile. Mais pour beaucoup, c'est loin d'être suffisant. L'historien Sergio Gálvez propose tout simplement de faire « voler en éclat » (« volar por los aires ») le *Valle*, car il « a une connotation fasciste très claire ; c'est un monument qui rend hommage à la politique d'extermination et de réduction à l'état d'esclavage des prisonniers républicains. Je pense qu'il est impossible de le reconverter » (*Le Monde diplomatique* en espagnol, août 2011). L'écrivain Isaac Rosa estime, quant à lui, qu'il n'est pas certain « qu'un monument fasciste comme celui-ci puisse perdre sa signification en dépit de toutes les plaques commémoratives qu'on puisse y accrocher (...). Je suis de plus en plus partisan, par hygiène démocratique, et sans qu'on regarde en arrière, de son effacement de la carte » (*La Horda*, 21/11/2010). D'autres enfin proposaient de retirer l'immense croix et de transformer le *Valle* en une sorte de « musée des horreurs » du franquisme.

La droite espagnole est évidemment très hostile au retour en force des politiques mémorielles qu'elle considère comme un « règlement de comptes rétroactifs, un pogrome idéologique » (ABC, 10/07/2015) susceptible de « réouvrir des plaies et ainsi porter atteinte à la concorde, à la réconciliation nationale, aux libertés et ni plus ni moins qu'à la démocratie » (ABC, 19/07/2015). Concernant le *Valle*, elle dénonce une lecture manichéenne de son histoire, voire la « légende noire » qui s'est construite autour de lui (Bárcena, 2012). Le chiffre de 20 000 prisonniers politiques républicains est contesté. Ils auraient été, tout au plus, 6000. Et on affirme que la comparaison des conditions de travail des prisonniers républicains

avec celles des goulags de Staline ou des camps de la mort d'Hitler est grotesque dans la mesure où il n'y a eu, selon les chiffres officiels, « que » 15 morts en 19 ans de travaux.

Les réactions radicalement opposées que suscitent le devenir du *Valle* montrent toute la difficulté qu'a encore la société espagnole, 80 ans après la guerre et 40 ans après la transition démocratique, à construire une mémoire commune de la Guerre Civile. Des récits continuent de s'affronter sans parvenir à converger. Dans ce contexte, les préconisations mesurées d'un comité d'experts furent particulièrement bienvenues.

3.2. Les préconisations des experts

C'est avec les socialistes au pouvoir qu'une commission d'experts composée d'hommes politiques de tout bord et d'universitaires, est constituée pour se prononcer sur l'avenir du *Valle*. Du rapport rendu par la commission en question le 29 novembre 2011, trois préconisations importantes sont à retenir (*Informe. Comisión de Expertos para el Futuro del Valle de Los Caídos*).

En premier lieu, les experts soulignent que l'exhumation des victimes en vue de procéder à leur identification est matériellement impossible en raison, d'une part, de la décomposition avancée des corps et, d'autre part, de l'état de délabrement de la crypte du *Valle*. En deuxième lieu, ils écartent résolument la thèse de la démolition car la mémoire de ceux qui sont enterrés ne doit pas être effacée. Il vaut mieux expliquer plutôt que détruire. En troisième et dernier lieu, ils insistent sur le fait que le *Valle* doit être un lieu de mémoire égalitaire pour *toutes* les victimes de la Guerre Civile, qu'elles aient été républicaines ou franquistes. Le *Valle* ne doit donc pas être un lieu d'apologie d'une idéologie ou d'une autre. Cette dernière préconisation, si elle exclut de transformer le *Valle* en un « musée des horreurs » du franquisme, a toutefois deux implications d'envergure. La première est le déplacement de Primo de Rivera de son piédestal afin qu'il soit enterré dans la crypte avec les autres victimes. La seconde préconisation, de laquelle se démarquèrent trois experts du collège en raison de « l'alarme sociale » qu'elle pourrait causer, est l'exhumation et le transfert de Franco dans un autre lieu de sépulture.

Mais le gouvernement espagnol qui suivit, dirigé par le conservateur M. Rajoy, ignore ses préconisations. Dans une interview, M. Rajoy s'est même félicité de n'avoir destiné aucun euro d'argent public à l'application de la loi mémorielle de 2007 (Mateus de Ros, 2018). Mais les socialistes ne tarderaient pas à revenir au pouvoir.

3.3. Quelle mémoire pour quel futur ? L'exhumation et le transfert du corps de Franco

Suivant les préconisations du comité d'experts, peu après que les conservateurs aient été délogés du pouvoir à l'occasion d'une motion de censure constructive, le gouvernement socialiste dirigé par Pedro Sánchez adopta le 24 août 2018 un décret-loi ordonnant l'exhumation du corps de Franco du *Valle*. Il s'agit, selon l'exposé des motifs du décret-loi en question de transformer le *Valle* en un lieu de « commémoration, d'hommage et de souvenir » pour toutes les victimes de la Guerre Civile. Or, le maintien de la dépouille du dictateur dans le *Valle* est manifestement incompatible avec l'objectif poursuivi. D'abord, parce que le dictateur n'est pas mort durant la Guerre Civile, ensuite parce qu'il fut pendant la guerre le leader de l'un des deux camps. Cette décision créa, on s'en doute, une polémique politique de grande ampleur. Une grande partie de la droite rejeta cette « profanation » de la tombe du dictateur. Mais le décret-loi est finalement validé par le Congrès des députés le 13 septembre 2018 sans le soutien de la droite, qui préféra s'abstenir. Où devait être enterré Franco ? Il revenait à la famille du dictateur de décider du lieu de sa nouvelle sépulture.

Mais la famille Franco n'entendait pas coopérer avec le gouvernement socialiste. Elle saisit le Tribunal suprême ainsi que le Tribunal constitutionnel espagnol en vue d'interrompre le processus. Le premier commence par suspendre la procédure en attendant de se prononcer sur le fond de l'affaire. Il termine par autoriser l'exhumation et le transfert. Le Tribunal constitutionnel en fait de même (El PAIS, 17-10-19). Il n'y avait donc plus aucun obstacle juridique à l'exhumation de Franco. Celle-ci a eu lieu le 24 octobre 2019. Le corps du dictateur repose désormais aux cotés de celui de son épouse dans le cimetière de *Mingorrubio*.

Conclusion

Comme l'a noté Paul Ricoeur, « le caractère sélectif de la mémoire, aidée en cela par les récits, implique que les mêmes événements ne sont pas mémorisés de la même manière à des périodes différentes » (Ricoeur, 2006 : 25). La mémoire de la Guerre Civile véhiculée par l'Etat espagnol en fait la démonstration. Dans un premier temps, présentée comme une lutte entre le Bien et le Mal, elle fut, ensuite, présentée, dans un second temps, comme une lutte entre ceux qui étaient dans le vrai et ceux qui étaient dans l'erreur mais que le régime franquiste acceptait de pardonner. La décision de finalement ouvrir le *Valle* aux corps de soldats républicains illustre cette évolution. L'absence de consensus actuel, après une période d'oubli volontaire, sur le devenir du *Valle* ne fait que refléter les difficultés de

la société espagnole à construire une mémoire commune de la Guerre Civile. En prenant la mesure indispensable du déplacement du corps de Franco, le gouvernement socialiste a cherché à mettre fin à la signification du *Valle* comme lieu de réconciliation autour des valeurs du franquisme sans pour autant chercher à le transformer en un lieu de glorification de la cause des combattants du camp d'en face. Mais alors quelle signification donner au *Valle* ? La seule qui soit possible. Celle d'un lieu de réconciliation autour de la seule mémoire de la Guerre Civile qui puisse être amplement partagée : celle d'une tragédie collective.

Bibliographie

- Aguilar, P. 2008. *Políticas de la memoria y memorias de la política*, Madrid, Alianza.
- Bárcena, A. 2012. « Redención de penas en el Valle de los Caídos: las fuentes rebaten el mito », *Revista de historia contemporánea*, Número 79. Dedicado a: Redención de penas en el Valle de los Caídos.
- Ferrandiz, F. 2011 «Guerras sin fin: guía para descifrar el Valle de los Caídos en la España», *Política y Sociedad*, Vol. 48 Núm. 3: 481-500 contemporánea, 2011.
- Franco Salgado-Araujo, F. 1976. *Mis conversaciones privadas con Franco*. Barcelona: Planeta.
- Gil Gil, A. 2018. « Justicia transicional: qué se ha hecho y qué falta por hacer », Blog *Agenda pública*.
- Jiménez Villarejo, C. 2008. « Espagne : la mémoire démocratique face au franquisme », *Mouvements*, (n° 53), p. 182-187.
- Mateu de Ros, R. 2018. «Valle de los Caídos: no sólo es la bandera », Blog *Agenda pública*.
- Olmeda, F. 2009. *El Valle de los Caídos. Una memoria de España*. Barcelona, Península.
- Pere Soler, P. 2018. « La memoria histórica de la Guerra Civil, la dictadura franquista, y la Transición, en España. Síntesis histórica e iniciativas legislativas recientes », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*.
- Preston. P. 2016. *Une guerre d'extermination, Espagne, 1936-1945*, Broché.
- Queralt S. 2008. *Els morts clandestins. Les fosses comunes de la guerra civil a Catalunya 1936-1939*, Catarroja, Afers.
- Ricoeur, P. 2006. « Mémoire, Histoire, Oubli », *Esprit*, vol. mars/avril, no. 3, p. 20-29.
- Rozenberg, D. 2014 « La mémoire du franquisme dans la construction de l'Espagne démocratique », *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, 117 | 2014, p. 56-66.
- Ruiz Torres P. 2007. "Los discursos de la memoria histórica en España", *Hispania Nova*, 7, Sueiro, 1983. D. *El Valle de los Caídos. Los secretos de la cripta franquista*. Barcelona, Editorial Argos Vergara.